

GUINEE (CONAKRY) : FICHE PAYS – FEVRIER 2023

Catégorie OCDE (2022) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : -

Change : franc guinéen / Régime de change flottant dirigé

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -13% à horizon 2030



FORCES

- Importantes réserves de minerai (bauxite, or, diamants...)
- Potentiel hydroélectrique
- Dette publique et extérieure modérée

FAIBLESSES

- Forte dépendance au secteur minier
- Déficit courant très élevé
- Tensions politiques et sociales

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration.

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : la croissance guinéenne, soutenue par la production minière et les projets d'infrastructure, devrait continuer à accélérer en 2023 à plus de 5,5% après 4,7% en 2022. Le niveau élevé des prix, notamment alimentaires et de l'énergie, continuera toutefois à peser sur la consommation. Outre les incertitudes liées à la situation internationale (évolution du conflit en Ukraine, de la demande mondiale, en particulier de la Chine), la situation politique et sociale constitue une source d'aléas sur les prévisions économiques du pays.
- Vulnérabilité des comptes publics : la maîtrise des dépenses et la hausse des revenus, en particulier miniers, ont permis une amélioration des finances publiques en 2021 et 2022. La reprise des investissements publics conjugué au maintien de mesures d'aide (subventions), pourrait conduire à une dégradation du déficit en 2023, qui resterait toutefois modéré (autour de -2,5% du PIB). La dette publique, de l'ordre de 35% du PIB, reste l'un des ratios les plus faibles au sein de la CEDEAO* et nettement inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (56%). La dette domestique est toutefois source de vulnérabilités.
- Vulnérabilité extérieure : la Guinée est très dépendante des exportations de produits miniers (or, aluminium) et devrait continuer à bénéficier en 2023 du niveau élevé des cours dont l'évolution devrait toutefois être moins favorable qu'en 2022. Les importants besoins de biens et services ainsi que le prix élevé des produits alimentaires et de l'énergie importés devraient cependant maintenir le déficit courant autour de -7% du PIB. L'endettement extérieur (inférieur à 25% du PIB), est peu élevé et sa structure (majoritairement concessionnelle) est favorable. Le niveau des réserves de change couvre à peine 3 mois d'importations.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur a bien résisté à la crise en raison des mesures de soutien de la Banque centrale. La concentration des crédits au secteur privé sur le tertiaire (commerce/ restauration) est source de vulnérabilité. Les prêts non performants sont en hausse mais le niveau de capitalisation reste satisfaisant.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : En 2021, le Président A. Condé, réélu pour un troisième mandat en 2020 à l'issue d'une élection contestée, a été renversé par un coup d'Etat dirigé par M. Doumbouya, chef des Forces spéciales. Le Président de la transition a, sous pression de la CEDEAO, limité la durée pendant laquelle il doit rester au pouvoir à deux ans comptés de janvier 2023. Le non-respect de cet engagement pourrait conduire la CEDEAO à imposer des sanctions économiques et accentuerait les tensions sociales.
- Climat des affaires : la Guinée est moins bien classée selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que ses voisins (Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali notamment). La faiblesse du cadre juridique et les lourdeurs administratives ainsi que la corruption continuent à peser sur le climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : la Guinée est très vulnérable aux changements climatiques (140^{ème} sur 181 selon l'indicateur ND Gain), notamment à la sécheresse. Ses émissions de GES, provenant pour l'essentiel de la production d'énergie, restent relativement faibles (52^{ème} sur 158 pays) et leur progression tend à ralentir (+ 3,7%/an en moyenne entre 2014 et 2018 contre +4,4%/an au cours des quatre années précédentes). Le nouveau gouvernement s'est exprimé en faveur d'une mise en œuvre plus stricte des clauses environnementales des contrats miniers. Le pays dispose d'un important potentiel hydroélectrique sous exploité.

* Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe, outre les 8 pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
Or	53,4%	Machines, engins mécaniques	11,0%
Minerais (bauxite)	39,5%	Véhicules	10,2%
Fruits	1,6%	Eqpts électriques	9,8%
		Céréales	7,3%
		Pétrole	5,7%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2016-2020 (% du total)

Exportations		Importations	
E.A.U.	14,0%	Chine	16,9%
Inde	16,1%	Pays-Bas	10,4%
Chine	13,6%	E.A.U.	10,3%
Ghana	9,1%	Inde	9,2%
France (10 ^{ème})	3,6%	France (7 ^{ème})	6,3%

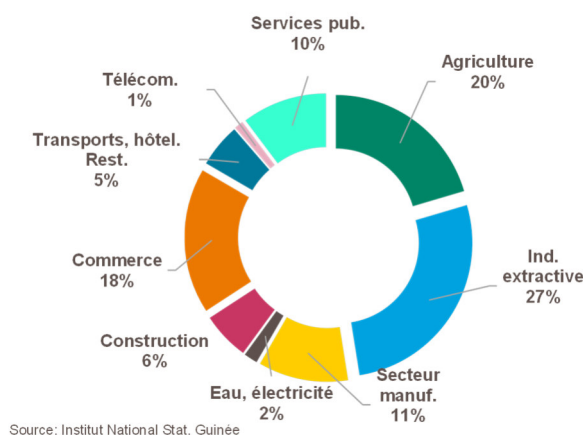
Source: FMI, DOT

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GUINEE	2017	2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)*	10	12	13	14	16	20	22
<i>Rang PIB mondial</i>	139	139	133	123	122	113	112
Population (Mns)*	13,0	13,3	13,6	14,0	14,3	14,7	15,0
<i>Rang Population mondiale</i>	73	73	73	73	71	70	70
PIB / habitant (USD)*	796	892	986	1 015	1 128	1 346	1 445
Croissance PIB (%)*	10,3	6,4	5,6	4,9	4,3	4,7	5,6
Inflation (moyenne annuelle, %)*	8,9	9,8	9,5	10,6	12,6	12,2	11,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)**	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dettes publiques (% PIB)*	41,9	39,3	38,6	47,1	40,4	34,9	35,3
Solde public (% PIB)*	-2,1	-1,1	-0,3	-3,1	-1,7	-1,3	-2,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)**	5,9	5,5	3,4	5,0	4,4	6,9	6,9
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)*	-6,7%	-19,2%	-15,5%	-16,1%	-2,1%	-7,4%	-6,8%
IDE (% du PIB)***	12,6%	15,4%	14,5%	9,6%	10,5%	10,4%	9,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)***	2,5	3,2	3,6	3,6	2,7	2,5	2,4
Dettes extérieures totales (% PIB)***	23%	22%	20%	28%	23%	21%	22%
Dettes extérieures CT (% PIB)**	1,0%	1,1%	1,4%	NA	NA	NA	NA
Taux de change*	9 088	9 011	9 184	9 565	9 792	8 891	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés*	16,8	15,2	15,4	14,0	18,5	NA	NA
Taux de NPL*	10,7	11,6	9,9	9,4	9,2	NA	NA
ROE*	15,0	16,1	20,5	25,2	24,7	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	188	188	185	187	188	NA	NA
Rang doing business (190 pays)**	163	153	152	156	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	140	140	152	151	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions - Sources: FMI (WEO 10/2022, rapport pays Janv. 2023); *Banque Mondiale; **Oxford Economics
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Guinée : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2021)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **L'industrie minière, secteur clé de l'économie**

La Guinée possède les **premières réserves mondiales de bauxite** (7,4 Mds t. environ le quart du total), minerai utilisé pour la fabrication d'aluminium. Elle est devenue en 2019 le deuxième producteur mondial derrière l'Australie (devant la Chine). Trois principales compagnies exploitent les mines de bauxite : la SMB¹ présente depuis 2015 et premier producteur du pays, la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), opérateur historique détenu à 49% par l'Etat et la Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK), filiale de RUSAL. Depuis 2022, le développement de la transformation locale de bauxite est une priorité affichée par le gouvernement de transition.

Le pays produit également de l'or mais une part non négligeable échappe aux statistiques officielles. La Guinée est en outre producteur de minerai de fer, grâce notamment à l'exploitation du gisement de Simandou. Estimant que les retombées de son exploitation n'étaient pas suffisantes pour le pays, le Président a suspendu l'activité de cette mine courant 2022. Après un accord de co-développement entre l'Etat guinéen et les exploitants étrangers, la reprise de l'exploitation est prévue en mars 2023, avec l'intervention de groupes chinois et singapourien aux côtés du géant anglo-australien Rio Tinto. La production commerciale pourrait fortement augmenter les revenus du pays à l'horizon 2025-2027. Les incertitudes entourant ce projet sont toutefois importantes et empêchent, à ce stade, sa prise en compte dans les perspectives de croissance².

Enfin, le pays disposerait de réserves de lithium et d'autre minerais entrant dans la composition des batteries.

Le secteur primaire (production agricole, pêche et élevage), pèse pour environ 20% du PIB. La production est concentrée sur l'**arachide**, le **café**, le **coton** et le cacao. La production agricole **figure parmi les priorités du gouvernement** et bénéficie d'un soutien financier de la Banque Mondiale, en vue de diversifier l'économie et réduire sa dépendance à l'exploitation minière.

Dans le tertiaire, les services de **communication et transport** mais surtout le **commerce**, sont dominants, grâce notamment à l'activité du port de Conakry. Le pays développe également les activités du secteur du digital avec l'ouverture fin 2022 d'« Orange Digital Center », un écosystème entièrement dédié au numérique.

Le gouvernement de transition a défini un plan de développement à moyen terme (Programme de Référence Intermédiaire 2022-25) comprenant un volet économique (Plan de Relance Economique-PRE). Le PRE comporte une vingtaine de projets pour un montant total de l'ordre de 243 Mns €, dont la moitié pourrait venir du secteur privé.

- **L'activité minière soutient la croissance**

La croissance guinéenne avait fortement souffert de la crise Ebola en 2014/2015 mais **a bien résisté à celle de la COVID-19** en 2020, avec une croissance proche de 5%, grâce au dynamisme de son activité minière. Le pays a continué à **bénéficier en 2021 de la progression de la demande mondiale** de minerais mais a dû faire face à une reprise de l'épidémie COVID, ralentissant sa croissance à 4,3%.

Malgré la faible dépendance de la Guinée aux importations russes et ukrainiennes, **la crise en Ukraine a accentué en 2022 les tensions inflationnistes**, via les prix des carburants et des biens alimentaires. Par ailleurs, le prix local des engrais a augmenté de 300% entre 2021 et 2022, provoquant un effondrement de son utilisation, avec des conséquences sur la production agricole et l'insécurité alimentaire, conduisant les autorités à solliciter l'aide du FMI au titre du programme « Food shock window ». **La croissance a cependant résisté en 2022 grâce à la production de bauxite et d'or.** Hors secteur extractif, l'activité est restée contrainte par l'inflation et les incertitudes socio-politiques après le coup d'Etat de septembre 2021.

En 2023, l'activité devrait restée soutenue par le secteur extractif avec le développement des capacités de production. Hors secteur minier, la reprise devrait être modérée, mais néanmoins favorisée par l'atténuation des tensions inflationnistes et une normalisation de la situation politique susceptible de favoriser les investissements. La tendance devrait se poursuivre, permettant une stabilisation de la croissance autour de 5,5% à moyen terme³.

Les prévisions à court comme à moyen terme restent soumises à d'importants aléas notamment sur l'évolution de la situation internationale (conflit en Ukraine, situation en Chine, conditions de financement...), mais aussi nationale. La dégradation de la situation politique et/ ou sociale pèserait sur les investissements et pourrait provoquer des sanctions qui pèseraient sur l'économie. A l'inverse, de réels progrès dans la mise en œuvre du projet minier de Simandou

¹ Société Minière de Boké, consortium franco-sino-singapourien créé en 2014 dont l'Etat guinéen détient 10%

² Le FMI inclut dans ses prévisions à MT certains flux d'IDE relatifs au projet et la construction d'un port et de voies ferrées

réalisées dans le cadre du projet, mais pas les flux provenant de l'exploitation commerciale de la mine

³ FMI, Art IV janvier 2023



auraient un effet positif sur les perspectives de croissance du pays.

- **Stabilité de la politique monétaire**

La hausse des prix a nettement ralenti en septembre 2022 à moins de 8,5% contre 12,4% en juillet et s'est stabilisée par la suite.

La Banque centrale de Guinée est l'une des rares de la région à ne pas avoir relevé son taux en 2022 en le maintenant inchangé (11,5%) depuis mai 2020.

- **Secteur bancaire peu développé**

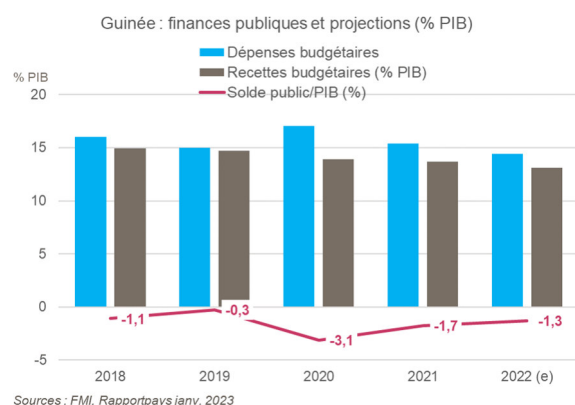
Le secteur bancaire guinéen comptait fin 2020 dix-huit établissements bancaires. Les huit plus grands établissements (ECOBANK, SG Guinée et BICIGUI, ORABANK, VISTA BANK, BPMG, AFRILAND et UBA) concentraient à cette date 80% des parts de marché, les trois premiers représentant à eux seul près de 50% des actifs du secteur et des dépôts et 52% des crédits.

Le secteur a plutôt bien résisté aux conséquences de la pandémie, malgré une baisse du ratio de capitalisation à 16,5% au T2 2022 (15,4% en 2019) et une légère progression des prêts non performants à 11% au T2 2022 (à peine 10% en 2019)

Le crédit au secteur privé est faible (moins de 10% du PIB), au regard d'autres pays de la zone (près de 30% du PIB au Sénégal et plus de 20% en Côte d'Ivoire)⁴. En 2022, selon les estimations du FMI, 40% des crédits seraient destinés au secteur public. Les prêts au secteur privé restent concentrés sur un petit nombre de secteurs, en particulier les transports (de l'ordre de 25% des crédits) et le commerce (18% environ), deux secteurs sur lesquels les taux de créances douteuses sont également les plus élevés (respectivement supérieurs à 10% et 20%).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Consolidation des finances publiques**



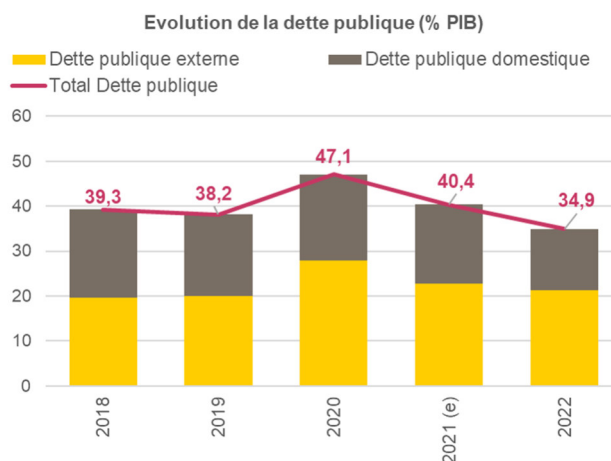
L'Etat s'est engagé, dans le cadre du programme FMI, à **contenir la progression de ses dépenses courantes,**

notamment les subventions et améliorer la transparence du budget. Les réformes mises en place ont permis une amélioration du solde en 2018 et 2019.

Le plan de riposte à la crise sanitaire (2,6% du PIB environ) et la baisse des revenus fiscaux ont conduit à une **nette dégradation du solde en 2020**. La suspension de certaines mesures prises pendant la crise et le dynamisme de l'activité ont contribué à la hausse de revenus et à **la réduction du déficit en-dessous de 2% du PIB en 2021**. Malgré les mesures de soutien mises en place face à la hausse des prix (réduction de TVA, exemption de droits de douane...), la progression des recettes et un report d'exécution de projets d'investissements, ont permis une amélioration du solde en 2022.

Les efforts de mobilisation des recettes, notamment provenant du secteur minier (introduction d'un prix de référence pour l'exportation), mais aussi via l'entrée en vigueur d'un nouveau code fiscal en janvier 2022 ne devraient pas être suffisants pour compenser la progression des dépenses. Alors que les subventions devraient rester élevées, le gouvernement devrait relancer les projets d'infrastructure suspendus ou retardés par les événements politiques et les conséquences de la crise en Ukraine. **Le déficit pourrait donc à nouveau se creuser en 2023**, mais rester modéré (de l'ordre de -2,5% à -3% du PIB).

- **Risque modéré de surendettement public**



Le ratio de dette publique s'est amélioré entre 2017 et 2019 pour atteindre de l'ordre de 38% du PIB. Les conséquences de la crise sanitaire sur les finances publiques ont renversé la tendance et conduit à la **hausse du ratio en 2020 à plus de 47% du PIB**. Le ratio s'est à nouveau réduit en 2021 à 40% du PIB, grâce à l'amélioration de la situation budgétaire, à l'appréciation du franc guinéen mais aussi à la suspension temporaire des flux de financement à la suite du coup d'Etat. La

⁴ Données Banque Mondiale, 2020



tendance pourrait se poursuivre en 2022 à la faveur de la réduction du déficit et de l'évolution favorable du franc guinéen. Les besoins de financement pour les projets d'infrastructure et miniers devraient limiter la baisse par la suite.

Le niveau d'endettement de la Guinée devrait néanmoins rester **l'un des plus faibles de la CEDEAO**⁵, et nettement inférieur à la moyenne d'Afrique subsaharienne (56% en 2022)⁶.

La part de l'endettement domestique s'est progressivement réduite pour atteindre 40% en 2022 (50% en 2018). La dette locale est composée majoritairement de titres à court terme (moins d'un an) et d'avances/ dette auprès de la Banque centrale. **L'Etat guinéen a accumulé un stock d'arriérés domestiques** estimé par le FMI à fin 2021 à près de 3% du PIB. Ces arriérés font l'objet d'un audit à l'issue duquel leur montant pourrait être réévalué.

La dette externe (libellée en devises) représente désormais 60% du total (50% en 2018). Son poids devrait continuer à progresser pour financer les projets d'infrastructure (notamment la centrale hydroélectrique de Souapiti).

Le service de la dette (principal et intérêts) représente de l'ordre de 80% **des revenus de l'Etat** (dons compris). Ce poids est lié essentiellement au service de la dette domestique. Le ratio service de la dette/ revenus au titre de la dette extérieure est inférieure à 10%. **Le risque de surendettement public reste modéré**, mais la dette domestique présente des risques de refinancement.

3. POSITION EXTÉRIEURE

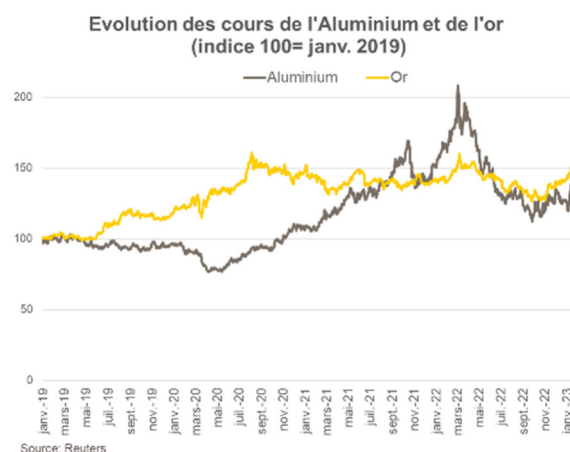
- **Forte dépendance aux produits miniers**

Plus de 80% des recettes d'exportation proviennent de la vente de produits miniers (or, bauxite, diamants). La Chine importe de Guinée environ la moitié de ses besoins en bauxite.

Après la chute des prix observée en 2019 (-15%), les cours de l'aluminium ont nettement augmenté jusqu'au 1^{er} trimestre 2022 avant de retrouver des niveaux comparables à ceux de mi-2021. Les cours de l'or ont progressé moins fortement mais restent supérieurs à ceux de 2019.

Les prix des matières premières importées (carburants, produits alimentaires) ont cependant progressé également, renchérissant les importations. Le pays a en outre un important besoins de biens et services

étrangers pour la réalisation de ses projets miniers et d'infrastructure.



En 2023, les **prix des matières premières devraient rester élevés mais sans atteindre les niveaux observés début 2022.** Les volumes de production des produits miniers devraient continuer à progresser avec la hausse des capacités de production, encouragée par les prix élevés. Les exportations dépendront toutefois de la reprise en Chine, destination de l'ordre de 80% de la bauxite guinéenne vendue à l'étranger.

Les importations devraient cependant rester importantes. En particulier, une partie de l'or exporté ne serait pas produit en Guinée mais serait, selon le FMI, importé « informellement ». En outre, le rapatriement des profits des compagnies minières devrait peser sur le compte courant, maintenant un **déficit de l'ordre de - 7% du PIB** selon les estimations du FMI.

Le développement effectif des capacités de transformation locale de la bauxite en aluminium, conformément au souhait exprimé par le gouvernement de transition, valoriserait les exportations, mais n'interviendra pas à court terme.

En novembre 2021, les Etats-Unis ont exclu la Guinée de l'accès privilégié au marché américain dans le cadre de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) à compter de janvier 2022 en raison du coup d'Etat. Les conséquences seront toutefois limitées pour la Guinée alors que les Etats-Unis pèsent pour moins de 1% de ses exportations.

Les investissements directs, concentrés dans le secteur minier restent insuffisants pour couvrir les importants besoins de financement extérieurs du pays, impliquant le recours à l'endettement extérieur.

⁵ Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe, outre les 8 pays de l'Union Economique

et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone.

⁶ FMI, REO Oct. 2022



- **Dettes externe modérée**

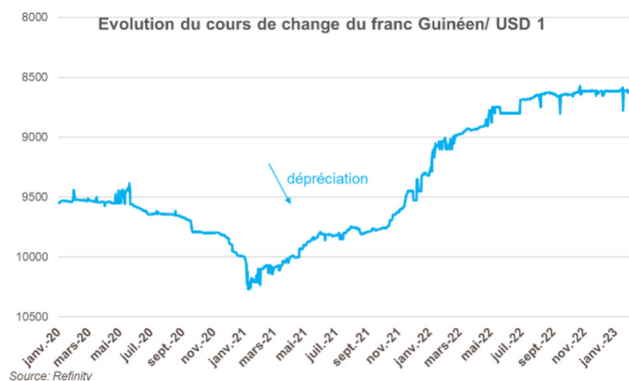
La dette extérieure guinéenne est **exclusivement publique**. Le pays a bénéficié d'une **annulation partielle de sa dette dans le cadre de l'initiative PPTE** qui lui a permis de ramener le ratio de **dette externe de plus de 110% du PIB en 2005 à moins de 20% du PIB en 2013**. La dette a depuis progressé, pour financer des projets d'infrastructure mais reste modérée, inférieure à 25% du PIB.

A fin 2021, la dette extérieure guinéenne était constituée **quasi-exclusivement** (plus de 90%) de **dette concessionnelle**, bilatérale (45% du total), et multilatérale (48%)⁷. La dette vis-à-vis de la Chine représente plus du tiers de la dette extérieure de l'Etat guinéen (en prenant en compte la dette commerciale due majoritairement à la banque chinoise ICBC). La dette est libellée majoritairement en USD (58%) et en euros (23%). La durée moyenne de la dette extérieure est de 10 ans.

Le risque de surendettement extérieur de la Guinée demeure modéré. Le pays reste cependant vulnérable à la baisse de ses recettes d'exportation. Par ailleurs, le recours progressif à des sources de financement moins concessionnelles est susceptible d'accroître les risques.

- **Appréciation du cours du franc guinéen**

Depuis 2018, la banque centrale (BCRG) a fait évoluer la politique de change afin d'améliorer la flexibilité du taux de change du franc guinéen.



Fin 2020, les règles des opérations d'achat/ vente sur le marché des changes ont été revues pour limiter et surtout rendre plus transparente l'intervention de la BCRG. Le franc guinéen s'est déprécié face au dollar jusqu'au début 2021 avant de se réapprécier en 2021 et 2022, grâce notamment à l'augmentation des recettes d'exportation. **Le cours de la monnaie guinéenne reste vulnérable à une chute des cours ou des volumes d'exportation de ses matières premières.**

Les réserves couvrent, selon les estimations du FMI moins de 3 mois d'importations à fin 2022. Afin de limiter les tensions sur les liquidités en devises, la Banque centrale impose depuis début 2022 aux exportateurs de vendre une partie de leurs recettes d'exportations aux banques locales. Le FMI estime que le niveau actuel des réserves est satisfaisant compte tenu des flux de revenus d'exportations. Mais une augmentation à 3 mois d'importations conférerait une marge plus confortable au pays en cas de choc, notamment sur les marchés des matières premières. Les importants besoins d'importations limitent toutefois les capacités d'accumulation de réserves de la Guinée.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Situation politique et sociale tendue**

Le président Alpha Condé avait été réélu pour un troisième mandat en octobre 2020 à l'issue d'une élection contestée et marquée par de fortes tensions. En septembre 2021, le Président a été renversé par des militaires, dirigés par M. Doumbouya, chef des Forces spéciales. Le Conseil National pour la Réconciliation et le Développement a mis en place un gouvernement de transition, dirigé par un civil (M. Beavogui) alors que M. Doumbouya, devenu Président de la transition, a annoncé en avril 2022 sa volonté de demeurer 39 mois au pouvoir. Cette durée a été jugée excessive par une partie de la classe politique mais également la CEDEAO. L'organisation a exclu le pays de ses institutions, imposé un gel des avoirs des membres de la junte et suspendu l'assistance et la transaction financière par ses institutions financières⁸. Pour éviter un durcissement des sanctions, la junte s'est engagée en octobre 2022, à rendre le pouvoir aux civils dans un délai de 2 ans comptés de janvier 2023.

La situation sociale reste tendue. Alors que la population avait bien accueilli le changement à la tête du pays, estimant la réélection d'A. Condé pour un 3^{ème} mandat illégitime, les dérives autoritaires du nouveau régime ont provoqué des tensions, conduisant le gouvernement à interdire toute manifestation à partir de mai 2022. Des rassemblements ont été violemment réprimés et une organisation d'opposition, le Front National pour la Défense de la Constitution a été dissoute. Les tensions sociales et politiques devraient persister.

La Guinée est classée au 182^{ème} rang sur 189 pays selon l'Indice de développement humain (IDH) 2021 (178^{ème} en 2019) des Nations Unies. Selon le FMI⁹, 45 % de la

⁷ Rapport pays FMI, Janvier 2023

⁸ ECOWAS Bank for Investment and Development -EBID

⁹ Review 12/2020



population guinéenne vivait sous le seuil de pauvreté sur la base des données 2018, mais la situation s'est dégradée avec la crise sanitaire.

- **Un niveau de gouvernance peu favorable aux investisseurs**

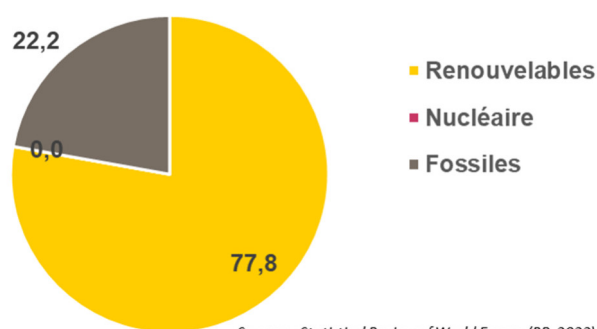
La Guinée est globalement moins bien classée selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que ses voisins, parmi lesquels figurent des pays dont les performances dans ce domaine sont pourtant faibles, comme le Mali ou la Sierra Leone. Le pays est au 150^{ème} rang (sur 180) de l'indice de perception de la Corruption 2021 de **Transparency International**, en net recul par rapport à 2020 (137^{ème}) place. Les autorités ont institué une *Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières* (CRIEF), destinée à lutter contre la corruption mais les progrès restent lents. **Le contexte politique et juridique reste difficile pour les entrepreneurs.**

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Guinée est **très vulnérable aux changements climatiques** (151^{ème} sur 181 selon l'indicateur ND Gain), notamment à la sécheresse et à l'élévation du niveau de la mer. **Ses émissions de GES restent relativement faibles** (52^{ème} sur 158 pays). Elles ont augmenté de 3,7%/an en moyenne entre 2014 et 2018 mais **leur progression tend à ralentir** (+4,4%/an au cours des quatre années précédentes).

Les GES proviennent pour l'essentiel (plus de 60%) de la production d'énergie utilisant la biomasse. La Guinée prévoit une réduction de l'utilisation du charbon de bois au profit de de l'hydroélectricité ou du solaire. La production d'hydroélectricité est assurée notamment par la centrale de Souapiti. Le pays dispose d'un important potentiel hydroélectrique, qui n'est que partiellement exploité. **Le sujet de l'environnement dans le cadre de l'exploitation minière constitue un défi de taille** pour le pays. Le secteur minier est le 1^{er} consommateur d'énergie et responsable de pollution des eaux. Le Premier Ministre du gouvernement de transition s'est exprimé début avril 2022 en faveur d'une mise en œuvre plus stricte des clauses environnementales des contrats miniers.

Guinée : production d'électricité par sources, en % (2020=3,2 TWh)



Sources : *Statistical Review of World Energy* (BP, 2022); *Global and European Electricity review* (Ember, 2022)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi	Responsable / <i>Global trends, Pays développés, pétrole</i>	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.